

Historique

Création

C'est à l'initiative de quatre associations que le CICODES a été créé en 1983.

Peuples Solidaires, Secours catholique, Comité Amérique latine et Terre des hommes, toutes soutenant des projets dans le Tiers Monde mais manquant d'informations sur les pays où étaient implantés leurs actions de Solidarité. Se faisait également sentir un besoin de comprendre la situation mondiale qui engendrait les problèmes de misère et de non droit des populations avec lesquelles elles étaient en relation. Réfléchir sur ce qui était fait « pour » devait nécessairement évoluer, la question de « quel développement ? », le nôtre d'abord et celui qui était souhaitable ailleurs était posée.

Le 13 juin, les premiers statuts du Centre d'Information Cornouaillais pour un Développement Solidaire (CICODES) étaient enregistrés à la Préfecture. La première Présidente fut Claire Dary de Peuples Solidaires. Le Centre a obtenu de la Mairie de Quimper un petit local de moins de 9 m², au 3^{ème} étage du petit immeuble de caractère du 5 place Ar Barz Cadiou. Trop exigü pour stocker les premiers documents et peu facile d'accès, le centre a trouvé un autre hébergement dans des locaux toujours municipaux, au 41 rue de Kerfeunteun : une salle de réunion, une salle d'accueil où a commencé d'être aménagés les rayons pour les livres et revues.

Parallèlement, un peu partout en France, des projets semblables ont démarré avec cependant des gestions très différentes d'un département à l'autre. La plupart, dont le CICODES, ont contribué à la fondation d'un **Réseau d'Information Tiers Monde (RITIMO) en 1985**.

Premiers objectifs

Rassembler de la documentation utile aux associations de Solidarité internationale et informer tous les publics sur les questions internationales. Des permanences étaient tenues par les bénévoles. Des objecteurs de consciences les ont aidés à organiser la documentation, à participer à l'élaboration manuelle du premier fichier papier local et national.

Un premier périodique trimestriel a vu le jour en 1985 : **CICODES INFOS**.

Des expositions ont été réalisées comme celle de « La mer nourricière » et une autre sur « L'immigration » pour accompagner des conférences, et même des week end de formation pour les militants du département. L'association 1% Tiers Monde, issue d'une première association départementale de Solidarité créée en 1970 nommée « **Développement et Coopération Internationale** » avait déjà organisé des formations. Devenue en 1973 « Peuples Solidaires » elle a favorisé un partenariat rapidement assez large dans différents points du Finistère.

La journée Tiers monde à l'école des années 80

Très vite les responsables des centres ont été sollicités pour fournir aux écoles outils et animations. Un deuxième public devenait demandeur d'informations sur le Tiers Monde : Enseignants et élèves. Au niveau national, les associations ont commencé à créer des outils pédagogiques, adaptant les outils prévus pour le grand public. Le CICODES a ainsi commencé à acheter des mallettes pédagogiques réalisées par les centres plus importants du réseau et en a réalisé plusieurs. Des animations ont été proposées aux écoles de Quimper faute de pouvoir diffuser l'information plus largement.

Le Centre s'est fait connaître en participant aux « Printemps des associations », à l'époque, organisés tous les deux ans à Penvillers. Des affiches et tracts ont été distribués par les bénévoles et un premier catalogue a été imprimé en 1989.

En 1990, un grand déménagement

Bientôt à l'étroit dans les locaux de la Rue de Kerfeunteun, partagés avec « Terres des hommes » qui avait besoin d'un bureau, trois des quatre associations et le centre de documentation sont partis occuper l'actuel bâtiment ou d'autres associations ont été hébergées.

Au cours de ces années, l'éducation à la solidarité internationale s'est amplifiée, d'un côté, par un travail en partenariat avec les associations de solidarité et droits de homme de Cornouaille, voire départementales et d'un autre par une collaboration avec le Centre de Documentation Pédagogique de Quimper puis de Brest. De même, les thèmes fixés pour deux ans par le Ministère de l'Education Nationale ont entraîné un mouvement dynamique. Des concours d'affiches ont été proposés aux établissements scolaires de « la maternelle à l'Université » et été fort appréciés. Un document de quatre pages, assorti d'une documentation appropriée était envoyé dans tous les établissements à chaque rentrée.

L'accueil des premiers CES a développé le temps de permanences quotidiennes.

1995, le N° 0, d'un nouveau périodique : « Terre Solidaire Info »

Celui-ci a vu le jour grâce à Christophe, dernier objecteur et à l'achat de notre premier ordinateur. La parole a été donnée dès le départ aux associations qui souhaitaient se faire connaître et présenter leur action. Dans ses trois numéros par ans, TSI aborde des questions d'actualité, propose du sujet de réflexion, un agenda des manifestations locales, départementales et régionales et présentes des derniers achats documentaires. La même année était édité un nouveau catalogue, épuisé depuis. A la suite d'une formation donnée par le RITIMO, le centre entre dans le programme de la 1^{ère} base de données informatisée du réseau. (1^{ère} notice sur Peuples en marche de Décembre 1995.)

Un public jeune

Les étudiants ont été assez nombreux avec la présence à la Faculté Pierre Jaques Hélas, d'étudiants en géographie à venir consulter et emprunter la documentation. Les élèves des écoles, collèges et lycées trouvaient eux aussi matière pour leur exposés.

Le centre a vu venir les jeunes candidats à un départ dans un pays de l'Est ou du Sud venir chercher conseils, soutien à l'élaboration de projets. Le centre a obtenu l'agrément de la DDJS et est chargé de faire un diagnostic pour les projets « Défi Jeune ». Il fait partie du Réseau départemental d'Accompagnateurs d'initiatives jeunes ».

Le centre joue également le jeu de la solidarité ici en accueillant les stagiaires des centres de formation professionnelle, des classes de 3^{ème} de collège, d'un IME...

De 1999 à nos jours : des salariées

Le bureau a étudié le dispositif, trouvant la une chance de créer un poste d'animateur de l'éducation au développement et à la solidarité internationale. Embaucher des jeunes sans qualification, leur offrir une formation qualifiante tels ont été définis les critères qui nous permis d'accueillir Céline en emploi jeune et Nathalie en CEC pour le secrétariat. La présence de ce personnel, n'a pas allégé le travail des bénévoles mais il a permis à ces même bénévoles en coopérations avec eux, à développer le travail par commissions, et des partenariats nouveaux comme le collectif « de l'éthique sur l'étiquette », de créer le « Réseau d'éducation populaire à la citoyenneté planétaire » :REPCIP 29.

L'éducation au développement, à la citoyenneté et à la solidarité Internationale a progressé vers une reconnaissance institutionnelle par l'Inspection Académique, avec le concours du

Conseil Général. Désormais, les enseignants peuvent trouver les animations proposées par les associations sur le site Internet de l'Inspection Académique ou dans le livret édité par le Conseil Générale en 2002.